

Des voix s'élèvent pour saluer l'annulation des condamnations contre Lula

Image not found or type unknown

Buenos Aires, 9 mars (RHC) Des Voix s'élèvent en Amérique Latine pour saluer l'annulation des condamnations de l'ancien président brésilien Luiz Inacio Da Silva, Lula par la justice de l'état de Paraná, liées à l'affaire Lava Jato.

À Buenos Aires, la Capitale de l'Argentine, le président de ce pays, Alberto Fernández, a montré sur son compte twitter ,sa joie de voir Lula réhabilitée dans tous ses droits politiques.

'Les condamnations prononcées contre lui dans le seul but de le poursuivre et de l'éliminer de la course politique ont été annulées. Justice a été faite, Lula libre', a déclaré le chef d'état, qui bien avant d'arriver à la présidence a lutté pour la liberté du leader progressiste brésilien, à qui il a même rendu visite en prison.

Le juge Edson Fachin, du Tribunal Fédéral Suprême du Brésil, a annulé ce lundi les condamnations, qui permettront au fondateur du Parti des Travailleurs de recouvrer ses droits politiques et de briguer à nouveau la présidence.

Toujours à Buenos Aires, le Prix Nobel de la Paix argentin Adolfo Pérez Esquivel a signalé : "Lula libre, innocent et candidat pour 2022

Le défenseur des droits humains notoire qui, depuis que Luis Inacio Lula Da Silva a été arrêté en avril 2018, a mené une bataille acharnée pour sa libération, a confirmé que son cas était le lawfare (guerre judiciaire et politique) et son interdiction, un coup porté à la démocratie brésilienne.

'(Jair) Bolsonaro n'est pas un président légitime', a souligné d'ailleurs dans un message sur le réseau social twitter Pérez Esquivel, qui, à plusieurs reprises, a dénoncé que Lula a été soumis à une guerre judiciaire.

Pendant le temps où l'ancien président brésilien a été emprisonné dans une prison de Curitiba, Pérez Esquivel lui a rendu visite à plusieurs reprises et a été la première personnalité internationale à se rendre au Brésil pour rencontrer le leader progressiste deux semaines après son arrestation.

Por su parte, el secretario general del partido político español, Podemos, Pablo Iglesias, también se manifestó para resaltar que el lawfare contra Lula "ha quedado en nada".

"El lawfare contra Lula para evitar que fuera candidato y abrir el camino a la ultraderecha, ejemplifica el nuevo modus operandi de los grandes poderes. Al final ha quedado en nada, pero hoy manda Bolsonaro en Brasil. Ahora a ganar Lula", manifestó Iglesias.

Por su parte, el expresidente boliviano Evo Morales, festejó la absolución de expresidente brasileño, "el Tribunal Supremo anuló las condenas que pesaban contra él y con ello le devolvió derechos políticos. Gran alegría en la Patria grande", agregó.

"Oligarquía latinoamericana, prensa y jueces corruptos: ¿Entienden que nunca podrán contra la fuerza de la verdad e integridad? ¡Viva Lula! ¡Viva Brasil!", indicó el expresidente ecuatoriano, Rafael Correa.

Pour sa part, le secrétaire général du parti politique espagnol, Podemos, Pablo Iglesias, s'est également exprimé pour souligner que le lawfare contre Lula "est resté en vain".

"Le lawfare contre Lula pour l'empêcher d'être candidat et ouvrir la voie à l'extrême droite, illustre le nouveau modus operandi des grands pouvoirs. Finalement, cela n'a abouti à rien, mais aujourd'hui Bolsonaro commande au Brésil. Maintenant, Lula, c'est ton tour de gagner Lula", a déclaré Iglesias.

De son côté, l'ancien président bolivien Evo Morales a célébré l'acquittement de l'ancien président brésilien, "la Cour suprême a annulé les condamnations qui pesaient sur lui et lui a ainsi rendu ses droits politiques. Grande joie dans la Grande Patrie", a-t-il ajouté.

"Oligarchie latino-américaine, presse et juges corrompus : Comprenez-vous que vous ne pourrez jamais rien faire contre la force de la vérité et de l'intégrité ? Vive Lula ! Vive le Brasil!" a indiqué l'ancien président équatorien, Rafael Correa.

Le juge Edson Fachin, du Tribunal Fédéral Suprême du Brésil, a annulé ce lundi les condamnations, qui permettront au fondateur du Parti des Travailleurs de recouvrer ses droits politiques et de briguer à nouveau la présidence.

Source Prensa Latina



Radio Habana Cuba